

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 1768

[2005/201819]

**4 MEI 2005. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 21 februari 1994 tot instelling van een prijs van de Raad voor de bekroning van een origineel werk inzake beeldende kunsten gecreëerd door een jong kunstenaar van de Franse Gemeenschap (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** In artikel 2 van het decreet van 21 februari 1994 tot instelling van een prijs van de Raad voor de bekroning van een origineel werk inzake beeldende kunsten gecreëerd door een jong kunstenaar van de Franse Gemeenschap, wordt het eerste lid vervangen door het volgend lid : « De prijs bedraagt 5.000 euro en mag niet verdeeld worden. Dit bedrag zal automatisch geïndexeerd worden. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 mei 2005.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs  
en het Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek  
en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Begroting en Financiën,

M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

Note

*Zitting 2004-2005.*

*Stukken van de Raad.* — Voorstel van decreet, Nr. 89-1.

*Integraal verslag.* — Mondeling verslag, bespreking en aanneming. Vergadering van 26 april 2005.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2005 — 1769

[2005/201831]

**25 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française adaptant l'arrêté du 22 décembre 1998 fixant le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi du 16 juillet 1993, notamment les articles 13 et 96;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1997 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 2004 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 1998 fixant le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2003 modifiant les statuts administratif et pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;

Vu l'avis motivé du Comité de concertation du Secteur XVII, conclu le 28 février 2005;

Vu la délibération du Gouvernement du 25 mars 2005,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2003 modifiant les statuts administratif et pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, et de l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales, l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales est adapté comme suit :

1<sup>o</sup> la mention :

Attaché ou attachée ou attaché principal ou attachée principale (2)	Administratif	1	9
---	---------------	---	---

est remplacée par la mention :

Attaché ou attachée ou attaché principal ou attachée principale (2)	Administratif	1	10
---	---------------	---	----

2<sup>o</sup> la mention :

Attaché à la propagande artistique ou premier attaché à la propagande artistique ou conseiller à la propagande artistique ou attachée à la propagande artistique ou première attachée à la propagande artistique ou conseillère à la propagande artistique (2) (3)			1
--	--	--	---

est supprimée.

3<sup>o</sup> la mention :

Premier assistant ou première assistante (3)	Administratif	1	4
--	---------------	---	---

est remplacée par la mention :

Premier assistant ou première assistante (3)	Administratif	1	2
--	---------------	---	---

4<sup>o</sup> la mention :

Sous-chef de bureau (3)	Administratif	1	5
-------------------------	---------------	---	---

est remplacée par la mention :

Sous-chef de bureau (3)	Administratif	1	3
-------------------------	---------------	---	---

5<sup>o</sup> la mention :

Assistant ou assistante ou assistant principal ou assistante principale (2)	Administratif	1	8
---	---------------	---	---

est remplacée par la mention :

Assistant ou assistante ou assistant principal ou assistante principale (2)	Administratif	1	12
---	---------------	---	----

6<sup>o</sup> la mention :

Premier adjoint ou première adjointe	Administratif	1	3
--------------------------------------	---------------	---	---

est remplacée par la mention :

Premier adjoint ou première adjointe (f)	Administratif	1	4
--	---------------	---	---

7<sup>o</sup> la mention :

Premier adjoint ou première adjointe (e)	Technique	1	1
--	-----------	---	---

est insérée entre les mentions :

Premier adjoint ou première adjointe (d)	Technique	3	1
--	-----------	---	---

et

Adjoint ou adjointe ou adjoint principal ou adjointe principale (2) (c)	Administratif	3	1
---	---------------	---	---

8° la mention :

Adjoint ou adjointe ou adjoint principal ou adjointe principale	Administratif	1	15
---	---------------	---	----

est remplacée par la mention :

Adjoint ou adjointe ou adjoint principal ou adjointe principale (2) (f)	Administratif	1	25
---	---------------	---	----

9° la mention :

Adjoint ou adjointe ou adjoint principal ou adjointe principale (2) (e)	Technique	1	6
---	-----------	---	---

est insérée en dessous de la mention :

Adjoint ou adjointe ou adjoint principal ou adjointe principale (2) (d)	Technique	3	2
---	-----------	---	---

10° les mentions :

Premier agent ou première agente (e)	Administratif	2	1
Premier agent ou première agente (f)	Administratif	1	1
Premier agent ou première agente (g)	Technique	2	1
Agent ou agente ou agent principal ou agente principale (2) (e)	Administratif	2	3
Agent ou agente ou agent principal ou agente principale (2) (f)	Administratif	1	5
Agent ou agente ou agent principal ou agente principale (2) (g)	Technique	2	5

sont supprimées.

**Art. 2.** En application de l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2003 modifiant les statuts administratif et pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, l'article 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales est adapté comme suit :

1° la mention

Adjoint ou adjointe ou adjoint principal ou adjointe principale (2)	Administratif	1	16
---	---------------	---	----

est remplacée par la mention :

Adjoint ou adjointe ou adjoint principal ou adjointe principale (2)	Administratif	1	18
---	---------------	---	----

2° la mention :

Adjoint ou adjointe ou adjoint principal ou adjointe principale (2)	Technique	1	5
---	-----------	---	---

est insérée en dessous de la mention :

Adjoint ou adjointe ou adjoint principal ou adjointe principale (2)	Administratif	1	18
---	---------------	---	----

3° les mentions :

Agent ou agente ou agent principal ou agente principale (2)	Administratif	2	1
Agent ou agente ou agent principal ou agente principale (2)	Administratif	1	1
Agent ou agente ou agent principal ou agente principale (2)	Technique	2	5

sont supprimées.

**Art. 3.** En application de l'article 1<sup>er</sup>, 2°, du présent arrêté, l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales est adapté comme suit :

« Sans préjudice de l'application des normes d'extinction qui le concernent, l'emploi de traducteur-réviseur ou traducteur-réviseur principal ou traducteur-directeur ou traductrice-réviseuse ou traductrice-réviseuse principale ou traductrice-directrice est transposé en emploi d'attaché ou attachée ou attaché principal ou attachée principale de la catégorie du personnel administratif et du premier groupe de qualification au départ de son titulaire. »

**Art. 4.** En application de l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2003 modifiant les statuts administratif et pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII,

1° la note (e) de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales est remplacée comme suit :

« le nombre de titulaires du grade de premier adjoint ou première adjointe et du grade d'adjoint ou adjoint principal ou adjointe ou adjointe principale ne peut être supérieur à 6. »

2° la note (f) de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales est remplacée comme suit :

« le nombre de titulaires du grade de premier adjoint ou première adjointe et du grade d'adjoint ou adjoint principal ou adjointe ou adjointe principale ne peut être supérieur à 25. »

3° la note (g) de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales est supprimée.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Bruxelles, le 25 mars 2005.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre chargée des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Fonction publique,  
Cl. EERDEKENS

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 1769

[2005/201831]

**25 MAART 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende aanpassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België)**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de wet van 16 juli 1993, inzonderheid op de artikelen 13 en 96;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende oprichting van een « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 1997 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 2004 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2003 tot wijziging van het administratief statuut en het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Overlegcomité van Sector XVII, uitgebracht op 28 februari 2005;  
Gelet op de beraadslaging van de Regering van 25 maart 2005,

Besluit :

**Artikel 1.** Met toepassing van artikel 20 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2003 tot wijziging van het administratief statuut en het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, en van artikel 4, tweede lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België), wordt artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België) aangepast als volgt :

1° de melding :

Attaché of eerstaanwendend attaché (2)	Administratief	1	9
--	----------------	---	---

wordt vervangen door de melding :

Attaché of eerstaanwendend attaché (2)	Administratief	1	10
--	----------------	---	----

2° de melding :

Attaché voor kunstbevordering of eerste attaché voor kunstbevordering of adviseur voor kunstbevordering (2) (3)			1
---	--	--	---

wordt afgeschaft.

3° de melding :

Eerste assistent (3)	Administratief	1	4
----------------------	----------------	---	---

wordt vervangen door de melding :

Eerste assistent (3)	Administratief	1	2
----------------------	----------------	---	---

4° de melding :

Onderbureauchef (3)	Administratief	1	5
---------------------	----------------	---	---

wordt vervangen door de melding :

Onderbureauchef (3)	Administratief	1	3
---------------------	----------------	---	---

5° de melding :

Assistent of eerstaanwendend assistent (2)	Administratief	1	8
--	----------------	---	---

wordt vervangen door de melding :

Assistent of eerstaanwendend assistent (2)	Administratief	1	12
--	----------------	---	----

6° de melding :

Eerste adjunct	Administratief	1	3
----------------	----------------	---	---

wordt vervangen door de melding :

Eerste adjunct	Administratief	1	4
----------------	----------------	---	---

7° de melding :

Eerste adjunct (e)	Technisch	1	1
--------------------	-----------	---	---

wordt ingevoegd tussen de meldingen :

Eerste adjunct (d)	Technisch	3	1
--------------------	-----------	---	---

en

Adjunct of eerstaanwendend adjunct (2) (c)	Administratief	3	1
--	----------------	---	---

8° de melding :

Adjunct of eerstaanwendend adjunct	Administratief	1	15
------------------------------------	----------------	---	----

wordt vervangen door de melding :

Adjunct of eerstaanwendend adjunct	Administratief	1	25
------------------------------------	----------------	---	----

9° de melding :

Adjunct of eerstaanwendend adjunct (2) (e)	Technisch	1	6
--	-----------	---	---

wordt ingevoegd onder de melding :

Adjunct of eerstaanwendend adjunct (2) (d)	Technisch	3	2
--	-----------	---	---

10° de meldingen :

Eerste beambte (e)	Administratief	2	1
Eerste beambte (f)	Administratief	1	1
Eerste beambte (g)	Technisch	2	1
Beambte of eerstaanwendend beambte (2) (e)	Administratief	2	3
Beambte of eerstaanwendend beambte (2) (f)	Administratief	1	5
Beambte of eerstaanwendend beambte (2) (g)	Technisch	2	5

worden afgeschaft.

**Art. 2.** Met toepassing van artikel 20 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2003 tot wijziging van het administratief statuut en het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, wordt artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België) aangepast als volgt :

1° de melding :

Adjunct of eerstaanwendend adjunct (2)	Administratief	1	16
--	----------------	---	----

wordt vervangen door de melding :

Adjunct of eerstaanwendend adjunct (2)	Administratief	1	18
--	----------------	---	----

2° de melding :

Adjunct of eerstaanwendend adjunct (2)	Technisch	1	5
--	-----------	---	---

wordt ingevoegd onder de melding :

Adjunct of eerstaanwendend adjunct (2)	Administratief	1	18
--	----------------	---	----

3° de meldingen :

Beambte of eerstaanwendend beambte (2)	Administratief	2	1
Beambte of eerstaanwendend beambte (2)	Administratief	1	1
Beambte of eerstaanwendend beambte (2)	Technisch	2	5

worden afgeschaft.

**Art. 3.** Met toepassing van artikel 1, 2°, van dit Besluit, wordt artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België) aangepast als volgt :

« Onverminderd de toepassing van de hiervoor geldende uitdovingsnormen, wordt de betrekking vertaler-revisor of eerstaanwendend vertaler-revisor of vertaler-directeur omgezet in een betrekking attaché of eerstaanwendend attaché van de categorie van het administratief personeel en van de eerste kwalificatiegroep bij het vertrek van haar titularis. »

**Art. 4.** Met toepassing van artikel 20 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2003 tot wijziging van het administratief statuut en het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren :

1° wordt de nota (e) van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België) vervangen als volgt :

« het aantal titularissen van de graad eerste adjunct en van de graad adjunct of eerstaanwendend adjunct mag niet hoger zijn dan 6. »

2° wordt de nota (f) van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België) vervangen als volgt :

« het aantal titularissen van de graad eerste adjunct en van de graad adjunct of eerstaanwendend adjunct mag niet hoger zijn dan 25. »

3° wordt de nota (g) van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België) afgeschaft.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 25 maart 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister belast met Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET  
De Minister van Ambtenarenzaken,  
Cl. EERDEKENS

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2005 — 1770

[2005/201843]

**4 MAI 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 18 avril 2002 instituant une Coordination pour l'égalité des chances commune au Ministère de la Communauté française et aux organismes d'intérêt public de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2002 instituant une Coordination pour l'égalité des chances commune au Ministère de la Communauté française et aux organismes d'intérêt public de la Communauté française;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'Égalité des chances dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2005,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2002 instituant une Coordination pour l'égalité des chances commune au Ministère de la Communauté française et aux organismes d'intérêt public de la Communauté française est complété comme suit :

« Les propositions d'actions destinées à promouvoir l'égalité des chances faites par la Coordination pourront être intégrées dans la dynamique et les axes de travail du Programme d'action gouvernemental pour la promotion de l'égalité femmes-hommes de l'interculturalité et de l'inclusion sociale. »

**Art. 2.** L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2002 instituant une Coordination pour l'égalité des chances commune au Ministère de la Communauté française et aux organismes d'intérêt public de la Communauté française est complété comme suit :

« La Coordination, aux fins de garantir au Plan de promotion une large diffusion notamment auprès du Parlement, et plus particulièrement auprès du comité d'avis chargé d'examiner les questions relatives à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, auprès des administrations et organismes d'intérêt public concernés, et auprès de toute instance officielle ou reconnue susceptible d'être intéressée par son contenu, pourra, avec l'accord préalable du Gouvernement et au cas par cas, publier et diffuser le Plan de promotion et ses actualisations ainsi que les avis émis par la Coordination, via un support papier ou électronique. »

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 mai 2005.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :  
La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
en charge de l'Égalité des chances,  
Mme M. ARENA  
Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
Cl. EERDEKENS